



Jean Tirole : l'économiste, le pédagogue et le militant



Notre prix Nobel d'Economie, *Jean Tirole*, vient d'écrire 629 pages sur le "bien commun" Christian Chavagneux d'AlterEco nous en donne son résumé de lecture Jean Tirole, prix de la Banque de Suède et président de la Toulouse School of Economics, vient de publier un énorme ouvrage de 629 pages. On y trouve de nombreuses explications pédagogiques sur des sujets divers. Mais également des prises de position très militantes. Problème : les secondes sont exposées comme les premières au nom d'une science économique supposée neutre et consensuelle. Une position qui gomme les rapports de force internes à la profession et dissimule un engagement favorable à des intérêts particuliers.

L'économiste-roi

Jean Tirole professe l'humilité de l'économiste. On ne lui en voudra pas. Celui-ci, dit-il, « *diagnostique, propose si nécessaire le meilleur traitement adapté étant donné l'état (forcément imparfait) de ses connaissances* » (p. 40). Jean Tirole professe l'humilité de l'économiste. On ne lui en voudra pas Mais cette imperfection ne trouve pas sa source dans une éventuelle méconnaissance des sujets ou bien dans des méthodes défectueuses d'appréhension du monde. Elle résulte simplement de l'insuffisance des « progrès de la science » économique à un moment donné. Une science du bon savoir qui fait que « *l'économiste est neutre fondamentalement* », [explique-t-il à nos confrères d'Europe 1-Le](#)

[Monde-I Télé](#). D'ailleurs, « *les économistes de haut niveau (quelles que soient leurs opinions personnelles, qui sont diverses) sont d'accord sur beaucoup de sujets* » (p. 108).

Des débats, des possibilités de désaccords fondamentaux et donc des conseils de politique économique différents sur le rôle de l'Etat, le marché du travail, la fiscalité, la lutte contre le changement climatique ou contre les inégalités, etc. ? Y pensez-vous !

Il n'y a pas d'alternatives... « *Mais à quoi donc serviraient les économistes s'il n'y avait aucun consensus sur aucun sujet ?* » (p. 95). A proposer des alternatives de politique économique qu'il appartiendrait à d'autres que les économistes de trancher peut-être ? Rien compris, mécréants : pendant que d'autres pays choisissent des économistes comme ministres des Finances ou patrons de banques centrales, « *la France est toujours restée frileuse en la matière* » (p. 50). Les économistes au pouvoir !

Qu'est-ce qu'un bon économiste ?

L'important est donc de pouvoir distinguer les bons économistes des mauvais. Le critère est simple : ceux qui s'inscrivent dans « *le cadre unificateur de l'économie moderne* » (p. 158) sont les bons. Ce cadre est défini par la théorie de l'information et la théorie des jeux, des approches centrées sur les individus et la microéconomie.

Aïe : Michel Aglietta, Robert Boyer, André Orléan, John Maynard Keynes, John K. Galbraith, Karl Marx, John R. Commons, Thorstein Veblen, Gunnar Myrdal, Joan Robinson, Joseph Schumpeter, j'arrête là, chacun complétera, tous des mauvais ! Pourtant beaucoup d'entre eux n'écriraient pas comme Jean Tirole que « *l'invention de la monnaie, par exemple, a simplifié la mécanique de l'échange* » (p. 186). Cette légende du troc puis de l'échange facilité par la monnaie fait fi de la masse de travaux qui, de Max Weber à Daniel Graeber, démontrent que le crédit a précédé la monnaie et la monnaie a précédé le marché, pas l'inverse. Mais il faut oser s'intéresser à ceux qui ne collent pas au « *cadre unificateur de l'économie moderne* »... Où sont véritablement les « bons » économistes dans ce cas ?

La macroéconomie et l'histoire de la pensée économique vouées aux gémonies

Vous aurez remarqué dans la liste précédente l'intérêt pour les débats suscités par des économistes morts. Grossière erreur du nul en économie préoccupé de « *pensées économiques obsolètes et de débats entre économistes anciens* » (p. 47). A ne surtout pas enseigner, c'est très mauvais pour les étudiants toute cette histoire qui montre la diversité des points de vue. Et puisque la science économique fait des progrès, tout ce qui vient avant nous est par définition de moins bonne qualité. C'est comme la macroéconomie, d'ailleurs, « *un domaine de l'économie complexe, moins consensuel et surtout moins utile au citoyen pour comprendre la vie de tous les jours* » (p. 48). Les macroéconomistes ? A la trappe.

Ce n'est faire injure à personne de dire que tous ces points de vue sont pour le moins discutables. En tout cas qu'ils méritent d'être discutés plutôt qu'affirmés. Mais ils ne le seront pas. Le « consensus » de la science économique semble alors n'être le résultat que des têtes tranchées de ceux qui ne pensent pas dans le bon cadre.

Le jugement des pairs du royaume

Parmi les survivants, comment distinguer les bons des moins bons ? C'est d'abord celui qui bâtit des modèles à l'aide des mathématiques. Le modèle guide le travail empirique, force à une discipline de pensée, à vérifier la logique des arguments. Pour autant, « *la mathématisation ne va pas sans coûts* » (p. 149). Elle est parfois difficile, elle conduit les économistes à la facilité en les incitant à regarder sous le lampadaire, elle conduit à un enseignement souvent trop abstrait, explique l'ouvrage (pp. 149-150). Au final, « *tout modèle est une représentation simplifiée, parfois de façon outrancière, de la réalité* ».

Une critique loin d'être anodine et qui conduit toujours à la même question, comment repérer alors les bons travaux ? Par le nombre de publications dans les « bonnes » revues, celles qui s'inscrivent bien sûr dans le « cadre unificateur » et le nombre de fois où ces travaux sont cités. Mais Jean Tirole souligne les limites de telles appréciations (pp. 133-134) : il y a de mauvais articles y compris dans les bonnes revues, de bons économistes peuvent produire très peu, les sujets controversés attirent plus que les autres, les synthèses de littérature sont plus cités que les autres, etc. Des critiques, là encore, plutôt fortes.

Bien qu'il le critique, le triptyque approche modélisée-validation par les pairs-bibliométrie reste à ses yeux le meilleur moyen de sélection des économistes

D'autant plus que la validation des travaux par les pairs de l'économie dominante n'est pas exempte de reproches non plus (pp. 136-137) : comportements grégaires des économistes, tendance à privilégier ce qui est frappant, impossibilité de reproduire des résultats pourtant validés, comportement clandestin de certains qui font ça par-dessus la jambe.

Autant de reproches d'importance, que l'on ne s'attendait pas à trouver dans cet ouvrage, du triptyque approche modélisée-validation par les pairs-bibliométrie. Pour autant, cela reste paradoxalement aux yeux de l'auteur comme le meilleur et unique moyen de sélection des économistes, notamment des professeurs. On ne peut alors s'empêcher d'y voir un instrument de normalisation de la pensée destiné à choisir ceux qui seront adoubés et les autres.

Le pédagogue

Dans tout le livre, Jean Tirole fait œuvre de pédagogie. Il abandonne le registre de l'écriture scientifique pour expliquer de la manière la plus abordable qui soit les différents sujets traités. Ses chapitres sur le digital, l'économie numérique, l'innovation ou les régulations sectorielles offrent un guide de « l'état de la science », vue par la lorgnette de l'économiste. Il n'oublie pas de signaler les enjeux sociaux, pas plus que d'attirer l'attention sur les comportements fiscaux douteux des grandes entreprises du numérique. On n'est pas forcé de partager tous les points de vue exprimés, et [les spécialistes de management comme Franck Aggeri de Mines ParisTech apportent de vives critiques](#) sur la fragilité des méthodes et les résultats biaisés de Jean Tirole sur les sujets concernant les entreprises. Mais, indéniablement, dans ce livre à vocation plus grand public, on apprend des choses.

Pour Jean Tirole, les économistes avaient bien étudié les causes de la crise financière avant 2007

C'est moins le cas dans les chapitres sur la finance. Celui sur la régulation est très descriptif et partiel, mais il est vrai que le sujet réclamerait un livre en soi. Celui sur la crise de 2008 n'apporte pas de vision originale, mais insiste sur le fait que les économistes avaient bien étudié les causes de la crise : titrisation excessive, endettement de court terme explosif des institutions financières, mauvaise mesure des risques, comportements grégaires sur les marchés, etc. Malheureusement, les sources de ces études ne sont pas données. Gageons que l'on n'y aurait pas trouvé [les analyses proposées dès 1987](#) par l'économiste hétérodoxe américain Hyman Minsky sur les dangers de la titrisation.

De toute façon, il ne semble pas que les économistes aient beaucoup fait la promotion de ces études avant la crise... Il dénonce les économistes payés par la finance, mais la majorité professait l'autorégulation sans avoir besoin d'être achetés. Le message dominant était plutôt qu'elles appartenaient au passé et que les bulles étaient impossibles. Jean Tirole reconnaît que la diffusion des connaissances qui auraient pu être utiles était parcellaire. Il ajoute que la quasi-totalité des chercheurs n'avait pas conscience de l'étendue des risques pris. Il leur était pourtant facile de s'informer en lisant les rapports annuels de la Banque des règlements internationaux (BRI) qui prévenaient sur le sujet avant 2007. Enfin, « *quelques économistes exposés à des conflits d'intérêt ont parfois survendu les vertus des marchés de gré à gré* » (p. 463). Certes, il y a eu quelques économistes à gages. Mais le problème allait bien au-delà : la majorité croyait en l'efficacité des marchés financiers et condamnait une trop forte régulation, sans même avoir besoin d'être achetés.

Le militant : l'Etat

Enfin, dans le reste du livre, consacré à des sujets structurels, l'auteur, tellement soucieux par ailleurs de justifier ses points de vue par la science, livre des points de vue très personnels et, comme on va le constater, très orientés.

Jean Tirole croit aux solutions de marché pour régler la question du réchauffement climatique. Le point de vue est contesté et mérite débat, il ne représente en aucun cas une solution de consensus chez les spécialistes du sujet. Il croit également que le marché protège des lobbys et du favoritisme : l'économie américaine, plus proche de l'économie de marché que l'économie française, est pourtant sous l'influence plus forte des lobbys.

Le livre répète comme un mantra « Y a trop de dépenses »

Prenons le rôle de l'Etat. « *La France a aujourd'hui un taux de dépenses publiques parmi les plus élevés du monde : plus de 57 % du PIB !* » (p. 227). On comprend à ce « ! » que c'est trop. Mais pourquoi est-ce trop ? Y a-t-il une loi économique qui définisse le bon niveau de dépenses publiques ? Quel est le niveau adéquat pour la France ? On ne le saura pas. On peut penser que la France a trop de dépenses publiques, mais dans un ouvrage de prix de la Banque de Suède, on pouvait légitimement s'attendre à un minimum de justification.

De la même façon, « *il faut limiter le nombre de fonctionnaires* » (p. 229). On nous dit qu'il y a 1,2 million de moins d'emplois publics en Allemagne que chez nous. Mais les chiffres du ministère donnent 5,2 millions de fonctionnaires allemands, contre 4,9 millions en France, un

écart de 300 000. Ce qui, certes, fait plus de fonctionnaires par habitant chez nous. Mais il faut corriger ces données du fait que le périmètre n'est pas le même : les enfants démarrent l'école à 3 ans chez nous, à 6 ans en Allemagne ; les personnels des hôpitaux bien que payés par l'Etat ne sont pas comptabilisés en Allemagne, etc. Bref, il faudrait s'appuyer sur une comparaison sérieuse à périmètre identique. Vous ne la trouverez pas dans ce livre qui se contente de répéter le mantra « Y a trop de dépenses ».

Beaucoup de prises de position personnelles et dans un sens partisan

Par contre, vous trouverez les exemples habituels des pays qui ont réduit de manière importante leurs dépenses publiques (Canada, etc.). Mais on ne vous rappellera jamais que, dans le même temps, leur politique monétaire est devenue plus favorable à la croissance et qu'ils ont en même temps dévalué, le tout afin de compenser l'impact négatif de la baisse des dépenses publiques sur la demande intérieure. Deux politiques que l'on ne pourrait pas mettre en œuvre en France. On ne vous dira pas non plus qu'en Suède, on parlait d'un niveau d'inégalités plus bas qu'en France, et heureusement, car elles ont augmenté suite à ces politiques.

On l'aura compris, beaucoup de prises de position personnelles et dans un sens partisan. Mais pas de justification.

Le militant : l'emploi

Même chose du côté de l'emploi. Les points de vue sont clairs : les emplois aidés ne servent à rien, le régime des intermittents représente une mutualisation sans fondement, le code du travail est trop complexe et trop directif, il faut donner plus de place aux accords d'entreprise, tandis que les accords de branche sont une contrainte, etc. Jean Tirole a tout à fait le droit de croire à tout cela. En tant que citoyen. Mais il nous fait passer des vessies pour des lanternes en se présentant comme un économiste fondamentalement neutre.

Face à la contradiction, Tirole recule sur l'impact de la réduction du temps de travail sur l'emploi

L'exemple le plus frappant est celui de la réduction du temps de travail. Croire que cela peut créer de l'emploi « *n'a aucun fondement, ni théorique, ni empirique* » (p. 345). Dire l'inverse est « *une ineptie* », dit-il sur Europe 1, ajoutant : « *Les économistes vous diront tous que le partage du temps de travail ne crée pas d'emplois.* » L'économiste [Eric Heyer a montré](#) combien cette affirmation est fautive. Un peu de recherche sur la toile permet de trouver plusieurs études empiriques indiquant que la RTT crée de l'emploi ([en voilà une, en voilà deux, en voilà trois...](#)). [Confronté à ces études empiriques sur France Inter](#), Jean Tirole a fini par dire qu'estimer l'impact de la RTT sur l'emploi « *c'est compliqué* ». Un positionnement bien différent de « *c'est une ineptie* »...

Intérêts et idéologies

Il se trouve donc que sur des grands sujets du débat politique en France comme les dépenses publiques, le nombre de fonctionnaires, le régime des intermittents, les emplois aidés, les accords d'entreprise, etc., l'état de la science « neutre » de Jean Tirole se trouve exactement

sur la ligne du Medef et des propositions contenues dans le dernier livre d'Alain Juppé. Des positions très orientées, qu'il peut tout à fait choisir comme citoyen. Le problème provient du fait qu'il nous les présente comme des points de vue objectifs, ce qu'ils ne sont pas.

La science « neutre » de Jean Tirole se trouve exactement sur la ligne du Medef et des propositions d'Alain Juppé

On est d'ailleurs quelque fois surpris par les références auxquelles Jean Tirole fait appel pour justifier ses points de vue : lui qui ne jure que par les grandes revues académiques n'hésite pas à plusieurs reprises à renvoyer en notes de bas de page aux travaux de Jean-Hervé Lorenzi, un analyste engagé dans le débat mais sûrement pas un scientifique, et même à ceux de Gaspard Koenig, ancienne plume de Christine Lagarde et éditorialiste libéral... On s'attendait à des références plus solides de la part d'un porte-parole de la « science ».

Au début de son livre, Jean Tirole admet que nous avons tous « *des biais dans notre réflexion* » (p. 23). Lorsqu'on lui demande sur France Inter quels sont ses propres biais... il biaise ! Dans un livre publié en 1991 (*Voies de la recherche macroéconomique*), l'économiste français Edmond Malinvaud reconnaissait que la recherche en économie « *n'est pas parfaitement orthogonale à la dimension idéologique* ». Pour Maurice Allais, « *le succès des doctrines économiques a été assuré, non par leur valeur intrinsèque, mais par la puissance des intérêts et des sentiments auxquels elles paraissent favorables* » Quant à l'autre Français ayant reçu le prix de la Banque de Suède, Maurice Allais, il écrivait dans un article paru dans la *Revue d'économie politique* au début de 1968 : « *A toutes les époques de l'histoire, le succès des doctrines économiques a été assuré, non par leur valeur intrinsèque, mais par la puissance des intérêts et des sentiments auxquels elles paraissent favorables.* »

Un positionnement en opposition complète à celui de Jean Tirole qui, comme tous les dominants à travers l'histoire, cherche à faire passer la suprématie de son courant de pensée comme « naturelle » et « scientifiquement neutre ». On lui préférera la franchise d'un Maurice Allais qui conclut que « *la science économique, comme toutes les sciences, n'échappe pas au dogmatisme, mais le dogmatisme est ici considérablement renforcé par la puissance des intérêts et des idéologies* ».

Source: alterecoplus.fr

Autre analyse: [Pierre-Yves Cossé sur la Tribune](#)

[Plus sur ce sujet.](#)